

COMMISSION DEPARTEMENTALE DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Réunion du 1^{er} juillet 2009

Mme la Préfète présente le fascicule réalisé par ses services sur « **le plan de relance de l'économie en Tarn-et-Garonne** » qui fait le point sur les diverses mesures mises en œuvre dans le département. Un exemplaire du document est joint en annexe 6.

1/ Informations sur la situation économique et financière

- **Indicateurs de tendance**

- ***Evolution des chiffres d'affaires***

Entre mai 2008 et mai 2009, le chiffre d'affaires total a diminué de 2,55 % (3,682 MdE en mai 2008 contre 3,588 MdE en mai 2009). La baisse n'était que de 1,12 % au 1^{er} trimestre 2009 par rapport au 1^{er} trimestre 2008.

Chiffre d'affaires du secteur construction : - 2,7% (de 337 M€ en 2008 à 328 M€ en 2009)

Chiffre d'affaires du secteur commerce et réparation automobile : - 10,6% (de 226 M€ en 2008 à 202 M€ en 2009)

Selon ces indicateurs, très partiels, de la situation économique des entreprises, le département paraît plus touché par la crise qu'il ne l'était au 1er trimestre, mais peut-être pas dans les proportions qui sont parfois évoquées (baisse de 20 % d'activité par exemple).

- ***Evolution des rentrées fiscales entre juin 2008 et juin 2009:***

TVA nette encaissée: + 1,02 % (100,4 M€ en juin 2009 contre 99,4 M€ en juin 2008)

Remboursements de crédits de TVA: + 6,1% (50,6 M€ en 2009 contre 47,6 M€ en 2008)

Impôt sur les sociétés: - 17,2 % (11,7 M€ en 2009 pour 14,1 M€ en 2008)

La baisse des rentrées de l'impôt sur les sociétés est difficile à analyser dans la mesure où les entreprises clôturent leur exercice à des périodes différentes dans l'année (même si la plupart clôturent au 31 décembre) et compte tenu de l'impact des remboursements anticipés de certaines créances (crédit impôt recherche ou report en arrière des déficits).

- ***Chômage***

Le taux de chômage a évolué moins défavorablement en Tarn-et-Garonne qu'en moyenne régionale. Evolution sur un mois :

février = 2,7 % (contre 2,3 % pour la région) ; mars = 1 % (2,2 %) ; avril = 0,9 % (2,4 %) ; mai = 0,9 % (1,5 %)

Le recours au chômage partiel demeure limité : 24 entreprises ont été concernées en juin pour un total de 625 salariés.

- **CCSF**

La commission se réunit selon un rythme mensuel. Le nombre d'entreprises demandant le bénéfice de délais de paiement pour leurs dettes fiscales et sociales est en progression. Tous les dossiers, sauf quelques rares exceptions, sont acceptés.

• **Médiation bancaire**

A ce jour, 74 dossiers ont été transmis à la médiation bancaire dans le département. Le taux de succès est en légère baisse (75 % au lieu de 80 %).

Le médiateur insiste sur deux points :

☞ les délais de traitement des dossiers s'allongent sensiblement, ce qui est préjudiciable (cette situation anormale pourrait cependant être liée à une plus grande complexité des dossiers qui sont soumis à la médiation) ;

☞ le rôle des Tiers de confiance de la médiation (TCM) qui consiste à vérifier que les dossiers qui leur sont soumis relèvent bien de la médiation et, si oui, à les accompagner jusqu'à la médiation du crédit, pas à engager la médiation dès lors qu'il ya eu refus de financement. Cela ne veut bien entendu pas dire que les TCM ne peuvent pas accompagner les chefs d'entreprise dans la recherche initiale de financement et les faire profiter de leurs propres réseaux et connaissances.

A noter un retournement des encours qui évoluent à la baisse depuis deux mois au plan national, régional et départemental. Les données à fin mai sont jointes en annexe 1.

Le rapport d'activité de la médiation du crédit aux entreprises est accessible sur le site www.mediateurducredit.fr

• **Ressenti des représentants des entreprises**

Pour ce qui concerne le bâtiment, le deuxième trimestre de l'année est traditionnellement actif. C'est le cas cette année encore, même si le niveau d'activité est plus faible que celui observé les années passées. Les professionnels sont inquiets pour la rentrée, avec l'espoir cependant que les mesures de plan de relance trouvent vite une concrétisation, à l'instar de ce qui s'est déjà produit pour le logement social.

En matière de travaux publics, les carnets de commande sont stables avec une visibilité à deux mois. Les collectivités ayant passé une convention FCTVA avec l'Etat commencent à débloquent leurs marchés, ce qui est positif. La baisse considérable des niveaux de prix (de l'ordre de 40 à 50 %) risque toutefois de provoquer des ruptures de trésorerie pour de nombreuses entreprises du bâtiment. Cette situation est observée également pour les petites entreprises du bâtiment qui connaissent une chute de leur plan de charge. Certaines d'entre elles ont vu leurs comptes bloqués chez leurs fournisseurs par les sociétés d'affacturage.

Mme la Préfète précise que 77 collectivités ont souscrit une convention FCTVA avec l'Etat dans le département pour une prévision de l'ordre de 54 ME d'investissements. Par ailleurs, la dotation globale d'investissement et la dotation de développement rural ont été octroyées aux collectivités pour le financement de travaux dont le début de réalisation est programmé en 2009.

Les services (coiffure notamment) et les commerces d'aménagement des habitations connaissent également une baisse d'activité.

Certaines sociétés de transport manquent de fonds propres ce qui peut poser problème pour le renouvellement de leur agrément.

La prime à la casse continue à produire des effets dans le secteur automobile : la vente des véhicules neufs a progressé de 4 % au plan national. Les entreprises craignent la non reconduction de la prime début 2010. Le marché des véhicules d'occasion a chuté de 10 % environ.

Globalement, les entreprises adhérentes au MEDEF considèrent que la baisse du chiffre d'affaires pourrait atteindre 20 %. Les donneurs d'ordre privés sont devenus très durs sur les prix. Il existe toutefois des « niches » pour lesquelles l'activité économique demeure soutenue.

- **Ressenti des représentants des banques**

Depuis septembre 2008, la situation économique a évolué de façon contrastée : chute entre septembre 2008 et février 2009, légère reprise de février à avril 2009, stagnation depuis mai 2009.

Les risques sur le marché des particuliers sont en forte hausse.

Le second semestre de l'année pourrait être difficile.

2/ OSEO – Services de mise en relation Investisseurs - Sociétés

Un forum « Appui PME » a été lancé le 24 juin à Toulouse. Son objet est de réunir les entreprises afin de leur présenter les différents acteurs locaux et les aider à renforcer leur structure financière à travers notamment l'offre de fonds propres de la Caisse des Dépôts, du Fonds stratégique d'investissement, l'offre de quasi fonds propres d'OSEO, l'offre des fonds régionaux de capital risque et le panorama des investisseurs (y compris business angels et fonds fiscaux).

A l'occasion du forum APPUI PME, la Caisse des dépôts, OSEO, la Banque de France et la Région Midi-Pyrénées ont signé un protocole de création d'une plate forme d'orientation financière des PME de Midi-Pyrénées. Cette plate forme a pour vocation de recevoir les demandes des entreprises de financement en fonds propres et à les orienter ; la première réunion en Midi-Pyrénées se tiendra le 9 juillet à Toulouse.

Sur le plan national, les outils d'orientation et de mise en relation destinés aux PME en recherche de solutions de financement sont d'ores et déjà opérationnels :

- un Numéro Azur 08 10 00 12 10 d'accueil pour tout besoin de financement, associant la Caisse des Dépôts, OSEO, le Fonds stratégique d'investissement (FSI) et le Médiateur du Crédit,
- un site internet www.appuipme.fr permettant d'orienter les PME vers des investisseurs et des réseaux de prêts d'honneur pour répondre à leurs besoins de financement. La recherche se fait sur la base de plusieurs critères : région d'implantation, montant du financement, secteur d'activité (TIC, Sciences de la vie, Industrie/Services, Environnement/Energies, Industrie automobile, Autres) et stade de développement (création, développement, transmission). Une large sélection d'acteurs locaux et nationaux est proposée.
- un site internet www.capitalpme.oseo.fr permettant aux investisseurs et aux entreprises, de même qu'à leurs conseils, la mise en relation directe en vue d'une augmentation de capital. Dans la région Midi-Pyrénées, plus de 135 entrepreneurs et 145 investisseurs utilisent déjà ce service.

Le diaporama projeté en séance est joint en annexe 2.

3/ ACE MANAGEMENT

ACE MANAGEMENT est une société de gestion indépendante agréée par l'AMF et implantée à Paris, Lyon, Toulouse, Bordeaux et Montréal.

Issue de la Financière de Brienne, l'équipe d'origine mise en place en 1993 poursuit depuis 2000 son activité d'investissement dans un cadre privé, au travers d'ACE Management.

Les fonds gérés, les sponsors, la stratégie d'investissement de la société ainsi que des exemples d'opérations réalisées notamment en Tarn-et-Garonne sont disponibles à l'adresse Internet suivante : www.acemanagement.fr

Le diaporama projeté en séance est joint en annexe 3.

4/ CAPITOLE ANGELS

Un Business Angel est une personne physique qui investit une part de son patrimoine dans une entreprise innovante à potentiel et qui, en plus de son argent, met gratuitement à disposition de l'entrepreneur, ses compétences, son expérience, ses réseaux relationnels et une partie de son temps.

CAPITOLE ANGELS fait partie du réseau des BUSINESS ANGELS de la région Midi-Pyrénées.

Elle a pour objectifs et missions de favoriser la création et le développement de PME innovantes et à fort potentiel, accéder à une large sélection de projets, proposer aux Business Angels d'y investir, rassembler les Business Angels pour qu'ils partagent expériences, expertises, réseaux et bonnes pratiques, aider les porteurs de projets dans leurs démarches

Site Internet : www.capitole-angels.com.

Le diaporama projeté en séance est joint en annexe 4.

5/ Divers

Une fiche sur l'évaluation et la valorisation de la propriété intellectuelle, élaborée par SCHMITT-CHRETIEN, conseil en propriété industrielle, est jointe pour information en annexe 5.



La prochaine réunion se déroulera le mercredi 2 septembre 2009 à partir de 17 H 30, à la préfecture.

PARTICIPANTS

NOM-PRENOM	ORGANISME
AUFORT Pierre-Louis	Crédit Agricole FBF
BARROSO Jérôme	Préfecture
BEQUET Stéphane	CMTR
BEZARD-FALGAS Patrick	MEDEF
BONTEMPI Martine	Préfecture
BOULIAU Daniel	CGA 82
BOUSQUET Yves	Chambre des métiers
CASTEL Jean-Paul	FBTP
CAZENEUVE Patrick	OSEO
CHERLONNEIX Bernard	Banque de France
CHEVRIER Daniel	BNP Paribas
D'AGRAIN Corinne	ACE MANAGEMENT
DE LATUDE Arnaud	CAPITOLE ANGELS
DELETANG Sylvie	CCI
FAURE Hélène	COFACE
FERRACCI Sandra	SIAGI
GARNON Richard	Société Générale
GOURET Camille	NBP Paribas
GRIZAUD Alain	FBTP
LERISSON Didier	Banque Populaire Occ
LHOSTE Jérôme	Société Générale
MARTY Jean-Louis	CCI
MAUBARTHE-LERE Bernard	URSSAF
MAHLE Alain	LCL
POGGIOLI Gérard	Trésorerie générale
POLVE-MONTMASSON Danièle	Préfète
POUJADE Dominique	UPA
QUEILLE Damien	GE FACTO
RABAIN Lionel	DSF
ROUVIERE Gilles	Banque Courtois
TIGNOL Jean-Claude	Expert-comptable